



**SOMMAIRE**

*Pages*

Point 53 de l'ordre du jour :

Question du maintien en fonctions du Tribunal des Nations Unies en Libye: rapport du Secrétaire général (*suite*) ..... 99

Point 52 de l'ordre du jour :

Procédure arbitrale: observations des gouvernements concernant le projet sur la procédure arbitrale établi par la Commission du droit international (*suite*).... 100

**Président: M. Manfred LACHS (Pologne).**

**POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Question du maintien en fonctions du Tribunal des Nations Unies en Libye: rapport du Secrétaire général (A/2983, A/C.6/L.348, A/C.6/L.352, A/C.6/L.354, A/C.6/L.362, A/C.6/L.368) [*suite*]**

**DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)**

1. Le **PRESIDENT** indique que le Gouvernement italien et le Gouvernement libyen sont parvenus à un accord. La Commission peut donc reprendre l'examen du point 53 de l'ordre du jour, qu'elle avait décidé de suspendre à sa 461<sup>ème</sup> séance.

*Sur l'invitation du Président, M. Alberico Casardi, observateur de l'Italie, et M. Mohieddine Fekini, observateur du Royaume-Uni de Libye, prennent place à la table de la Commission.*

2. **M. CASARDI** (Italie) est heureux de pouvoir annoncer que le Gouvernement italien a donné son accord aux propositions faites par le représentant du Gouvernement libyen. En se ralliant à une solution nettement différente de celle qu'il avait envisagée tout d'abord, le Gouvernement italien a entendu rendre hommage à la cordialité des relations qui unissent l'Italie et la Libye. C'est dans ce même esprit de compréhension que se sont déroulées les négociations officieuses qui ont permis aux deux pays de parvenir à un accord complet.

3. La solution proposée à l'Assemblée générale dans un projet de résolution présenté par l'Afghanistan, le Chili, la Colombie, l'Egypte, les Etats-Unis d'Amérique, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Syrie (A/C.6/L.368) prévoit la dissolution du Tribunal, à la condition que ses fonctions, ses pouvoirs et sa compétence soient transférés simultanément à une commission mixte d'arbitrage italo-libyenne, dont le mandat serait identique à celui du Tribunal. Comme il est d'usage dans les organismes internationaux d'arbitrage, chacune des parties désignera un arbitre, le Secrétaire général nommant le troisième membre de la commission mixte sur proposition des parties. Pour toutes les délibérations, il suffira d'un vote favorable de deux membres. La commission mixte pourra donc être instituée et exercer ses fonctions même en l'absence de l'un des arbitres.

Aucune date n'est prévue pour l'expiration du mandat de la commission mixte, dont les dépenses seront à la charge de l'Italie et de la Libye, par parts égales. Une fois la commission mixte instituée, l'Organisation des Nations Unies n'aura donc plus aucun frais à sa charge. Il est fort peu probable que les deux gouvernements aient à recourir à la commission mixte, mais sa présence constituera cependant une garantie d'impartialité et permettra d'éviter le moindre malentendu entre l'Italie et la Libye, dont les relations ont toujours été excellentes.

4. Le représentant du Gouvernement italien espère que la Sixième Commission accueillera favorablement le projet de résolution présenté par huit puissances, qui reprend l'ensemble des dispositions sur lesquelles les deux parties se sont mises d'accord.

5. **M. Tammes** (Pays-Bas) est heureux de constater que l'Italie et la Libye sont parvenues à un accord complet à la suite de négociations directes, car la Sixième Commission a toujours espéré qu'interviendrait une solution de ce genre.

6. Les auteurs du projet de résolution souhaitent que ce projet réponde aux vœux des membres de la Commission. Au cours du débat, certains représentants ont fait valoir que l'Organisation des Nations Unies ne pourrait continuer à prendre indéfiniment à sa charge les dépenses considérables entraînées par le maintien en fonctions du Tribunal, tout en reconnaissant que les parties devraient pouvoir, le cas échéant, recourir à une juridiction compétente, afin d'assurer la mise en œuvre complète des dispositions de la résolution 388 (V) de l'Assemblée générale. Le projet prévoit donc le transfert des fonctions du Tribunal à une commission mixte d'arbitrage italo-libyenne dont les dépenses seront exclusivement à la charge de l'Italie et de la Libye. La Sixième Commission n'aura pas à fixer le mandat de la commission mixte, qui sera identique au mandat conféré au Tribunal aux termes de la résolution 388 A (V) de l'Assemblée.

7. **M. Tammes** rend hommage à l'esprit de compréhension du Gouvernement italien et du Gouvernement libyen, qui a beaucoup facilité la tâche de la Sixième Commission et qui laisse heureusement présager la coopération de ces deux Etats dans les organisations internationales. L'Assemblée générale doit également rendre hommage au Tribunal, qui a dû traiter certaines affaires difficiles et qui a su s'acquitter parfaitement de la tâche qui lui avait été assignée.

8. **M. FEKINI** (Royaume-Uni de Libye) pense que la Sixième Commission pourra se féliciter d'être parvenue à une solution aussi satisfaisante. Le Gouvernement libyen, qui a toujours été soucieux de donner satisfaction aux intérêts légitimes du Gouvernement italien, déclare à nouveau accepter cette solution et tient à remercier les membres de la Sixième Commission de l'esprit de compréhension dans lequel ils ont examiné la question.

9. M. DARDEN (Etats-Unis d'Amérique) rappelle le rôle joué par l'Assemblée générale, qui a permis à la Libye d'accéder à l'indépendance en 1951, et souhaite que dans un avenir très proche le Royaume-Uni de Libye et la République italienne deviennent tous deux Membres de l'Organisation des Nations Unies.

10. Le Tribunal, créé en 1950 et maintenu en fonctions en 1953, a accompli une œuvre nécessaire, et ses membres doivent être félicités de s'être si bien acquittés de leur tâche.

11. La délégation des Etats-Unis est particulièrement heureuse de présenter avec d'autres délégations un projet de résolution qui donnera effet aux dispositions sur lesquelles les Gouvernements lybien et italien se sont mis d'accord, et tient à féliciter les représentants de ces gouvernements de l'esprit de conciliation dont ils ont fait preuve. L'institution d'une commission mixte d'arbitrage semble tout à fait équitable, car elle donne aux deux Etats les garanties nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts légitimes.

12. M. VALLAT (Royaume-Uni) et M. SEPULVEDA (Chili) considèrent le projet de résolution qu'ils ont présenté avec d'autres délégations comme une solution très satisfaisante, que la Sixième Commission se devrait d'adopter.

13. M. CANAL RIVAS (Colombie) indique que sa délégation avait envisagé de présenter un projet analogue à celui dont la Commission est saisie, et qu'elle s'est donc jointe aux auteurs de ce projet.

14. M. STABELL (Norvège) s'associe à l'hommage rendu aux représentants des Gouvernements italien et lybien.

15. Le but du projet dont la Commission est saisie est tout à fait clair, mais certaines de ses dispositions laissent subsister des doutes. Ainsi, aux termes du paragraphe 2 du dispositif, les fonctions, les pouvoirs et la compétence du Tribunal ne se trouvent pas automatiquement transférés à la commission mixte envisagée, et l'on peut se demander quel est l'instrument juridique qui effectuera ce transfert. Si l'Assemblée générale n'assure pas ce transfert dans la résolution qu'elle adopte, il faudra qu'un accord intervienne à cet effet entre les deux parties. Le projet ne renferme aucune disposition à ce sujet. Si les auteurs entendent assurer le transfert immédiat, ils devraient le préciser au paragraphe 2 du dispositif en indiquant que les fonctions, les pouvoirs et la compétence du Tribunal "sont transférés" à la commission mixte d'arbitrage.

16. Ce point mérite d'être précisé, car l'Assemblée générale doit s'assurer que la résolution répond aux vœux des deux gouvernements ainsi que des membres de la Sixième Commission.

17. M. SEN (Inde) juge l'intervention du représentant de la Norvège particulièrement utile. Le paragraphe 2 du dispositif soumet la dissolution du Tribunal à une condition. Si les auteurs du projet entendent assurer le transfert immédiat des fonctions, des pouvoirs et de la compétence du Tribunal, ils devraient rédiger le texte de façon plus précise.

18. M. Sen propose de rédiger comme suit le paragraphe 2: "Ses fonctions, ses pouvoirs et sa compétence sont transférés *ipso facto* à une commission mixte d'arbitrage italo-lybienne", et demande aux auteurs du projet de résolution s'ils peuvent accepter cet amendement.

19. M. CARPIO (Philippines) voit une contradiction entre les paragraphes 1 et 2 du dispositif du projet de

résolution. Le paragraphe 1 dispose que le Tribunal sera dissous le 31 décembre 1955, alors que le paragraphe 2 soumet cette dissolution à une condition. La Sixième Commission entend supprimer la charge financière que le Tribunal impose à l'Organisation des Nations Unies, mais des difficultés peuvent surgir si la commission mixte d'arbitrage n'est pas constituée. On peut se demander si, dans ce cas, le Tribunal continuerait d'exister.

20. M. Carpio pense, comme les représentants de la Norvège et de l'Inde, que le projet n'assure pas le transfert des attributions du Tribunal à la commission mixte d'arbitrage. Il semble difficile de transférer des pouvoirs à une commission qui n'est pas encore créée.

21. Les paragraphes 2 et 3 du dispositif pourraient être remplacés par le texte suivant: "Ses fonctions, ses pouvoirs et sa compétence, dans le cadre du mandat énoncé à l'article X de la résolution 388 A (V) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1950, sont transférés à une commission mixte d'arbitrage italo-lybienne, constituée comme il est dit ci-après." Si cet amendement était adopté, le dispositif constituerait un ensemble logique.

22. Le PRESIDENT propose de suspendre l'examen du point 53 de l'ordre du jour pour permettre aux représentants d'étudier la question qui vient d'être soulevée.

*Il en est ainsi décidé.*

*M. Casardi, observateur de l'Italie, et M. Fekini, observateur du Royaume-Uni de Libye, se retirent.*

#### POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

**Procédure arbitrale: observations des gouvernements concernant le projet sur la procédure arbitrale établi par la Commission du droit international (A/2456, par. 57, A/2899 et Corr.1 et A/2899/Add.1 et 2, A/CN.4/92\*, A/C.6/L.369) [suite]**

#### DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

23. M. VALOIS (Canada) précise que, contrairement à l'impression qu'a pu donner son intervention de la séance précédente, la délégation du Canada n'est pas partisan de renvoyer le projet de convention à la Commission du droit international pour plus ample examen.

24. M. BROKENBURR (Etats-Unis d'Amérique) tient à féliciter de nouveau la Commission du droit international pour l'excellent travail qu'elle a accompli dans le domaine de la procédure arbitrale. Le remarquable commentaire établi par le Secrétariat (A/CN.4/92), les observations des gouvernements et les déclarations des représentants à la Sixième Commission ont aussi contribué à faire mieux ressortir les données du problème.

25. Le projet de convention représente un effort dans la voie du développement progressif du droit international, parce qu'il prévoit que le respect de l'engagement d'arbitrage peut être imposé par les voies judiciaires. Il constitue un précieux exposé des objectifs à atteindre dans le domaine de l'arbitrage et incitera à recourir davantage à ce mode de règlement des différends. Il semble également vrai, toutefois, que beaucoup d'Etats hésiteraient actuellement à devenir partie à une convention fondée sur le projet établi par la Commission du droit international, et une solution de compromis qui laisserait subsister le trait essentiel du projet, à savoir

\* Document non publié en français à la date de parution du présent compte rendu.

l'intervention de la Cour internationale de Justice, paraît exclue.

26. La délégation des Etats-Unis est d'avis qu'en fait, la conception traditionnelle de l'arbitrage et la nouvelle conception indiquée dans le projet de convention ont toutes deux leur place dans le domaine des relations internationales. Au fur et à mesure que certaines dispositions du projet paraîtront utiles à un plus grand nombre de gouvernements, elles pourront être incorporées dans des accords bilatéraux ou même multilatéraux, et le moment sera alors venu de consulter à nouveau la Commission du droit international. La première Convention de La Haye, conclue en 1899, ne comptait que 25 signataires, la Convention de 1907 en comptait 45.

27. Pour le moment, la Sixième Commission pourrait décider de faire publier, sous une forme appropriée, les documents qui ont trait à la question. En 1953 déjà, pendant la huitième session, le représentant de la Nouvelle-Zélande prévoyait que, même après un nouvel examen de la question, beaucoup d'Etats hésiteraient à devenir partie à une convention fondée sur le texte révisé et qu'il serait peut-être bon de publier ces documents à l'intention des gouvernements (Sixième Commission, 387ème séance). Le Secrétariat pourrait faire figurer, dans un volume analogue au document A/CN.4/92, les parties du rapport de la Commission du droit international sur sa cinquième session (A/2456) qui ont trait à la procédure arbitrale, le texte révisé du projet de convention, les observations écrites que les gouvernements ont adressées à la Commission du droit international ou formulées en réponse à la résolution 797 (VIII) de l'Assemblée, les comptes rendus des débats de la Sixième Commission lors des huitième et dixième sessions, et enfin les rapports de la Sixième Commission et la résolution finale de l'Assemblée générale.

28. Le représentant de Cuba a exposé très clairement, à la 462ème séance, la situation devant laquelle se trouve actuellement la Sixième Commission. Pour les raisons qu'il a indiquées, la délégation des Etats-Unis s'est jointe aux délégations de Cuba et de la Colombie pour présenter un projet de résolution (A/C.6/L.369), qui représente une étape nécessaire sur la voie du règlement pacifique de tous les différends internationaux. Elle pense que, si la situation le justifie, la Commission du droit international pourra reprendre le problème et soumettre de nouvelles propositions, sans y être nécessairement invitée par l'Assemblée générale. Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'un grand nombre d'Etats désirent à l'avenir convoquer une conférence de plénipotentiaires pour élaborer une ou plusieurs conventions arbitrales. En tout cas, la solution proposée dans le projet de résolution des trois puissances semble constituer, pour le moment, la meilleure solution possible.

29. M. AMADO (Brésil) constate le peu de progrès qui ont été accomplis depuis 1953. Quatorze Etats seulement ont présenté des observations sur le projet de convention rédigé par la Commission du droit international. Sur ces 14 Etats, 5 se sont prononcés contre l'esprit du projet, 6 ont suggéré des amendements importants qui auraient pour effet d'en atténuer la tendance judiciaire, et 2 seulement se sont nettement déclarés en faveur du projet.

30. En tant que membre de la Commission du droit international, M. Amado a défendu avec fermeté les principes fondamentaux de l'arbitrage contre l'ardeur perfectionniste de quelques membres qui, emportés par

un élan de systématisation académique, se sont nettement écartés de la pratique séculaire des Etats. Il a même présenté une réserve expresse, mentionnée dans le rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquième session (A/2456, note 4).

31. Le représentant du Brésil a de nouveau combattu le projet devant la Sixième Commission lors de la huitième session et, dans l'explication de son vote en faveur de la résolution 797 (VIII) (388ème séance, par. 38 et suiv.), a formellement réitéré son opposition au texte élaboré par la Commission du droit international.

32. Si M. Amado s'est ainsi départi de son esprit de conciliation habituel, c'est en raison de la très grande importance que le Gouvernement brésilien attache à l'arbitrage. C'est grâce à l'arbitrage en effet que le Brésil a pu résoudre, par des moyens pacifiques, toutes ses questions de frontières, consolidant, dans le respect du droit et des intérêts des Etats voisins, les limites de son territoire. Si grande est la foi du Brésil dans ce moyen de solution pacifique des différends internationaux que le recours à l'arbitrage a été rendu obligatoire par la Constitution brésilienne. Le Brésil rattache toujours le concept de l'arbitrage à la notion de l'intégrité de ses frontières et du respect du droit dans ses relations avec les autres Etats. C'est pourquoi il éprouve les plus graves inquiétudes à l'égard d'un projet qui déforme une institution qui a tant contribué à l'œuvre de paix et de compréhension entre les peuples.

33. M. Amado tient une fois de plus, tout en rendant hommage à la conscience des membres de la Commission du droit international, à souligner qu'ils ont créé, dans une atmosphère de recherche académique, tout un système judiciaire des plus rigides pour remplacer une institution qui, grâce à sa souplesse et à son caractère facultatif, était adaptée aux besoins d'un ordre juridique encore imparfait. Ce faisant, ils ont rédigé un projet fort éloigné de la réalité et de la pratique des Etats et dont l'adoption, heureusement très hypothétique, entraînerait l'abandon d'un mode de règlement extrêmement utile.

34. Avant de présenter des objections détaillées, M. Amado tient à faire une importante observation d'ordre général. Dans toutes les procédures judiciaires, nationales ou internationales, les parties ont toujours la possibilité de suivre le procès et d'intervenir pour défendre leurs intérêts. Il serait inconcevable que des différends aussi importants que ceux qui, en Amérique du Sud, par exemple, sont traditionnellement réglés par voie d'arbitrage, puissent être soustraits au contrôle des parties simplement parce qu'ils ont un caractère d'arbitrabilité. Ce serait pousser trop loin la foi dans l'infailibilité des arbitres. Dans la procédure quasi judiciaire conçue par la Commission du droit international, les parties, une fois le mécanisme de pseudo-arbitrage amorcé, disparaissent, et toute possibilité d'intervention leur est retirée. La procédure échappe ainsi complètement à leur volonté. Le juge, l'arbitre, devient tout puissant. Il ne s'agit plus de justice arbitrale, mais de justice arbitraire.

35. Il ne semble pas possible d'adapter le projet de convention à la pratique des Etats au moyen de simples amendements. Si l'on veut rendre à l'arbitrage, en tant qu'instrument de droit international, sa place véritable, il faut entreprendre la révision complète de tous les principes qui sont à la base de ce projet.

36. Les articles premier et 2, qui traitent de l'engagement d'arbitrage, montrent déjà le caractère judiciaire qui inspire le projet de la Commission du droit inter-

national. L'article 2 confère à la Cour internationale de Justice des pouvoirs très étendus et annonce déjà la confusion, voulue par les auteurs de ce texte, entre l'arbitrage et le règlement judiciaire, confusion qui a pour but d'assurer la primauté de la décision de l'organe juridictionnel permanent sur la volonté des parties.

37. Le chapitre II du projet de convention consacre l'intervention de la Cour internationale de Justice. Il menace gravement le principe du libre choix des arbitres et tend à transformer l'arbitrage en une procédure juridictionnelle obligatoire et coercitive. Les dispositions sur le compromis, qui figurent au chapitre III, poussent à l'extrême la tendance judiciaire du projet. Le compromis est la partie la plus importante du mécanisme arbitral et représente l'expression suprême de la volonté des parties. Sans le compromis, au sens traditionnel du mot, il ne peut y avoir d'arbitrage. Or, l'article 10 du projet prévoit toute une série de solutions supplétives de la volonté des parties. Il impose des droits et des obligations aux parties même si elles n'ont été pour rien dans l'élaboration des clauses du compromis.

38. Le chapitre IV contient une disposition particulièrement dangereuse. L'article 11 dispose en effet que le tribunal arbitral est "maître de sa compétence". Or, en matière d'arbitrage, ce sont les parties, et elles seules, qui ont le pouvoir de définir, dans le compromis, la compétence du tribunal. Celui-ci est tenu de juger dans les limites de sa compétence ainsi définie. Le projet va plus loin: l'article 12 prévoit en effet qu'à défaut d'accord entre les parties sur le droit à appliquer, le tribunal devra s'inspirer du paragraphe 1 de l'Article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice. Or, dans l'arbitrage, ce sont les parties qui doivent établir par voie d'accord le droit à appliquer. Toutefois, comme cette clause du Statut ne fait qu'énumérer les sources usuelles du droit international, l'article 12 du projet est en fait l'un des rares que l'on pourrait à la rigueur conserver, au moyen d'un simple amendement. Il suffirait de dire que l'Article 38 du Statut de la Cour sera appliqué en cas de silence des parties. Le caractère rigide et coercitif du projet apparaît de nouveau à l'article 20, qui admet le jugement par contumace.

39. Le chapitre V traite de la "sentence arbitrale". L'article 26 affirme le caractère obligatoire de la décision qui doit, dit le texte, "être exécutée de bonne foi". Il est évident que dans l'état actuel du droit international, il ne peut s'agir là que d'un simple vœu. En ce qui concerne l'article 28, il convient de se rappeler qu'en matière d'arbitrage, la sentence met fin à l'existence du tribunal. Comment, dans ces conditions, le tribunal pourrait-il interpréter ses décisions? Enfin, les chapitres VI et VII du projet vont à l'encontre du principe essentiel et universellement accepté du caractère définitif de la décision arbitrale. A ce propos, M. Amado rappelle avoir dit devant la Sixième Commission en 1953, lors de la huitième session, que le principe de la révision des sentences arbitrales et de l'annulation des sentences par la Cour internationale de Justice portait gravement atteinte au système de l'arbitrage (388ème séance, par. 39 à 41).

40. Le travail de la Commission du droit international aurait dû être un travail de codification, mais elle s'est en fait livrée à un travail de création arbitraire, sans prendre en considération la pratique des Etats.

41. M. Amado ne pense pas que l'on puisse considérer comme un modèle un texte dont les dispositions sont purement théoriques. La délégation du Brésil préfé-

rait que l'Assemblée prenne simplement acte du travail de la commission, tout en la félicitant pour ses efforts. M. Amado note cependant que la dernière phrase du projet de résolution dont la Commission est saisie (A/C.6/L.369) n'exclut pas toute idée de critique, et il n'a donc pas d'objection grave à faire valoir contre ce texte.

42. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que, sous sa forme actuelle, le projet de résolution commun (A/C.6/L.369) ne pourra pas être mis aux voix aussitôt après la discussion générale. Le paragraphe 2 du dispositif suppose en effet que la Commission porte un jugement sur l'ensemble du projet de convention sur la procédure arbitrale. Il y a donc une question préalable à régler: faut-il recommander aux Etats Membres de s'inspirer du projet de convention? Ce projet contient certaines dispositions utiles, mais d'autres sont très dangereuses pour l'avenir de l'arbitrage. Avant de se prononcer sur le projet de résolution commun, la Commission devrait donc examiner le projet de convention article par article; c'est en fonction de cet examen que la délégation de l'Union soviétique déterminera son attitude. Si la réponse à cette question préalable est négative, il faudra trouver une formule pour mettre fin à l'étude du projet de convention.

43. M. Morozov demande aux membres de la Commission de méditer ses observations et se réserve d'intervenir à nouveau au cas où la Commission demeurerait saisie du projet de résolution commun.

44. M. GARCIA AMADOR (Cuba) tient à dissiper les doutes qu'aurait pu faire naître l'intervention du représentant de l'Union soviétique en soulignant que le projet de résolution commun n'a pas pour but de demander à la Commission de procéder à une étude détaillée du projet de convention sur la procédure arbitrale. Le paragraphe 2 doit s'interpréter à la lumière du deuxième considérant. Le projet de résolution commun vise à faire du texte établi par la Commission du droit international un guide pour les Etats, et nullement à leur proposer d'adopter ce texte dans son ensemble.

45. M. MAURTUA (Pérou) pense que les observations du représentant de l'URSS sont fondées et qu'il convient de rechercher quelles dispositions du projet de convention sont acceptables. La Commission ne peut demander aux Etats Membres de s'inspirer d'un projet sans l'avoir elle-même examiné de façon détaillée. Or, ce projet ne mérite d'être considéré ni comme une codification ni comme un exemple de développement progressif du droit international. Comme le représentant de l'URSS, M. Maúrtua estime donc que la Commission doit régler une question préalable avant de se prononcer sur le projet de résolution commun.

46. M. CANAL RIVAS (Colombie) s'étonne de l'observation du représentant du Pérou, venant après l'intervention du représentant de Cuba, et confirme que le projet de résolution commun n'impose aucune obligation aux gouvernements, mais leur demande seulement de s'inspirer du projet de convention qu'a élaboré la Commission du droit international.

47. M. BIHIN (Belgique) rappelle que son gouvernement a déjà présenté des observations au sujet du projet sur la procédure arbitrale établi par la Commission du droit international, tant par écrit — sur le texte rédigé par la commission à sa quatrième session (A/2456, annexe I, sect. 2) — et sur le texte rédigé à la cinquième session (A/2899, sect. 2) — que verbalement, lors de la huitième session de l'Assemblée générale. La délégation

belge estime que la Commission du droit international a eu le tort de rédiger un projet qui relève à la fois de l'arbitrage et du règlement judiciaire international, qui vise à la fois à codifier le droit existant et développer le droit international en posant des règles destinées à assurer que la procédure d'arbitrage aboutira toujours à une sentence, et, enfin, qui introduit dans l'arbitrage un élément nouveau : le caractère obligatoire de certaines dispositions de procédure.

48. Le projet établi par la Commission du droit international à sa cinquième session (A/2456, par. 57) est préférable à celui qu'elle avait rédigé à sa quatrième session (A/2163, par. 24), mais les améliorations apportées ne répondent pas aux préoccupations du Gouvernement belge, que M. Bihin vient de rappeler. Pour justifier le but qu'elle s'est fixé, la Commission du droit international a invoqué, au paragraphe 15 de son rapport sur les travaux de sa cinquième session (A/2456), les dispositions de son statut et l'Article 13 de la Charte des Nations Unies. M. Bihin estime que, puisqu'il s'agissait d'élaborer une convention internationale, la Commission du droit international aurait dû avoir avant tout le souci de faire une œuvre pratique et de se borner à codifier le droit existant. Une convention doit être signée, ratifiée et appliquée par le plus grand nombre d'Etat possible, et la tâche de codification est déjà suffisamment lourde puisqu'il s'agit d'élucider le sens des textes, de donner force obligatoire à la coutume existante, de préciser les règles en usage et d'éliminer les divergences. Avec les meilleures intentions, la Commission du droit international a fait violence au droit, et M. Bihin souligne qu'en pareil cas le droit se défend très efficacement en refusant de s'inspirer des règles qui ne correspondent pas à son stade d'évolution, de même que les nations se défendent en refusant de s'engager, ou même en n'appliquant pas les conventions qu'elles ont signées.

49. Le projet de convention forme un tout dont il paraît impossible d'isoler ce qui relève de la codification, et la Commission ne peut que l'accepter ou le rejeter. M. Bihin tient à relever certaines observations qui figurent dans le rapport de la Commission du droit international sur sa cinquième session. Au paragraphe 16, la commission prétend maintenir intégralement le principe du libre choix des arbitres par les parties, mais elle

ajoute aussitôt : "ou que, du moins les parties (aient eu) la possibilité de choisir librement leurs arbitres". Or, l'article 3 du projet prévoit toute une série de dispositions obligatoires qui permettent d'imposer à une partie la volonté de l'autre, au point qu'on se demande ce qui reste du libre choix des parties, surtout si l'on songe que ces dispositions entrent précisément en jeu lorsqu'il s'agit de régler un point important. Il en est de même au sujet de l'arbitrabilité des différends, de la compétence du tribunal, du droit applicable, de la procédure à suivre en matière de révision et de nullité, et surtout du compromis. M. Bihin en conclut que la Commission du droit international semble s'être préoccupée davantage du développement futur du droit international que la codification du droit existant.

50. La Commission du droit international propose au paragraphe 55 de son rapport de "recommander le projet aux Membres en vue de la conclusion d'une convention", mais, pour les raisons qu'il vient d'indiquer, M. Bihin ne saurait souscrire à cette solution. Il ne croit pas davantage que l'Assemblée générale pourrait utilement soumettre le projet à une conférence de plénipotentiaires : cette conférence serait forcée de constater que bien peu d'éléments du projet sont à l'abri des controverses. Quant à la solution proposée dans le projet de résolution commun (A/C.6/L.369), ce n'est pas celle qu'envisageaient l'Assemblée générale et la Commission du droit international, et elle consacrerait le caractère purement académique de l'œuvre de cette commission. La délégation belge hésite encore à donner son adhésion au projet de résolution.

51. M. Bihin appelle l'attention du Secrétariat sur certaines divergences entre le texte anglais et le texte français du projet de résolution commun. Au paragraphe 2 du dispositif, le mot "recommande" est plus fort que le mot anglais *commends*, et il convient de lire : "rédigeront des dispositions" au lieu de : "rédigeront les dispositions".

52. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande que le texte russe du projet de résolution commun soit soigneusement vérifié.

53. Le PRESIDENT indique que le Secrétariat tiendra compte des observations des représentants de la Belgique et de l'Union soviétique.

La séance est levée à 13 h. 5.